

Patrimoine Industriel

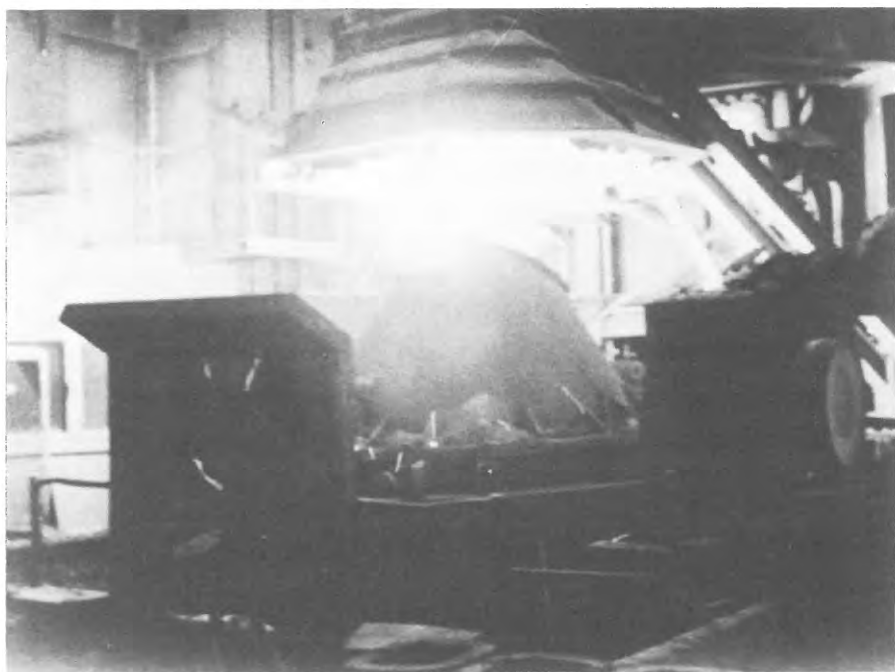


Bureau de dépôt: Liège I

N° 20 — MARS 1991

BULLETIN TRIMESTRIEL DE L'A.S.B.L. «PATRIMOINE INDUSTRIEL WALLONIE-BRUXELLES»

Wallonie - Bruxelles Berceau de l'industrie sur le continent européen



Sommaire

Articles et notes

C. GAIER: *Allocution en séance inaugurale du 7^e Congrès International pour la Conservation du Patrimoine Industriel* 3

R. BRION: *Congrès International pour la Conservation du Patrimoine Industriel: perspectives* 8

J.P. HENDRICKX: *Autour de la disparition éventuelle de la gare du Quartier-Léopold à Bruxelles* 13

Publications 18

Informations et agenda 24

Protection 31

N'oubliez pas votre cotisation: voir en page 31

Photo de couverture:
«Wallonie-Bruxelles, berceau de l'industrie sur le continent européen»,
Ouvrage publié par P.I.W.B.

7^e Congrès International pour la Conservation du Patrimoine industriel

Allocution de C. GAIER, Président de P.I.W.B., lors de la séance inaugurale.

(Hôtel de Ville, Bruxelles, 3 septembre 1990).

Monsieur le Bourgmestre,
Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs,

La Belgique est un lieu privilégié pour réunir, autour de thèmes d'intérêt commun, des spécialistes des vestiges matériels de la civilisation industrielle. Et dans ce pays, les régions à majorité francophone comme la Wallonie et Bruxelles ont, de ce point de vue, une valeur véritablement emblématique. Car elles furent et restent, presque par nature et par vocation, en particulier le long du sillon Sambre et Meuse, une entité industrielle puissante et précoce. La modestie de ses habitants dut-elle en souffrir, il est bon de rappeler ou de proclamer ici ce prosaïque mais authentique titre de gloire et ce sera l'objet essentiel de mon bref propos.

Sans entrer dans le détail de l'époque proto-industrielle, je soulignerai tout de même le rôle déterminant du remarquable *développement urbain* de cette zone géographique, dès le Moyen Age; ce facteur n'a pas peu contribué à la création de besoins importants, condition de tout essor économique. Par voie de conséquence, la satisfaction de ces besoins a généré *un haut degré d'expertise technique*, qui n'a cessé de caractériser ces régions et qui contraste, dans le monde, avec des contrées plus rurales, longtemps vouées à un certain immobilisme.

Dès cette haute époque, apparaissent les deux pôles majeurs qui allaient marquer les destinées du sud de la Belgique: la *métallurgie* et l'*extraction du charbon*. Faut-il souligner que, pour les non-ferreux, l'efflorescence de l'orfèvrerie wallonne est une composante majeure de ce que l'on a appelé l'«art mosan» et que le mot «dinanderie», qui désigne le travail du cuivre et du laiton, tire son origine de notre ville de

Dinant. Rappelons aussi que la méthode de fabrication du fer en deux temps, dite méthode wallonne, s'est répandue dans l'Ancien et le Nouveau Monde jusqu'au XVIII^e siècle, l'exemple le plus éclatant de cette diffusion étant la fameuse aventure des Wallons en Suède, qui implantèrent la sidérurgie au pays de Gustave-Adolphe. Et nous ne parlerons pas ici de la fine mécanique, en particulier de l'armurerie, à laquelle des gens de chez nous initièrent nombre de nations bien avant 1800, et bien après d'ailleurs.

Quant au charbon de terre, le nom de «houille» qu'on lui donne est entré dans la langue française en venant de Wallonie, où on l'extrait régulièrement depuis le XII^e siècle, alors qu'il était encore presque inconnu partout ailleurs en Occident. Conséquence quasi obligée de la technique minière, l'hydraulique fut aussi une spécialité wallonne. Durant près d'un siècle, un chef-d'œuvre des gens de chez nous: la grande machine de Marly, qui alimentait en eau le palais de Versailles, fut regardée comme une merveille.

Vint la Révolution Industrielle, peut-être l'événement le plus important de l'histoire de l'humanité. Ici, le rôle de la Grande-Bretagne fut imparable, sa prééminence aussi. Mais puisqu'il y avait un premier déjà, il fallut bien que nous limitions nos ambitions à n'être que le second dans l'ère de la machine. Mais second tout de même.

En effet, entre, disons 1800 et 1914, non seulement la Belgique — et en particulier la Wallonie — fut la première contrée du continent européen à s'industrialiser, mais également, et ceci est très important, à propager dans les pays de ce côté de la Manche les techniques, les méthodes et les inventions nouvelles. Bientôt, nous fûmes aussi à même d'innover et de créer, ajoutant notre voix au concert des nations les plus industrialisées du monde qui, entretemps, avaient suivi le mouvement. Je rappellerai seulement ici que vers le milieu du siècle dernier, la Belgique disposait, proportionnellement bien entendu, de trois fois plus de routes et de lignes de chemin de fer que la Grande-Bretagne et quatre fois plus que la France, et que, rapporté au nombre d'habitants, on y extrayait, vingt ans plus tard, huit fois plus de charbon qu'en France, deux à trois fois plus qu'en Prusse et seulement un quart de moins qu'en Angleterre.

La première ville du continent européen à posséder l'éclairage au gaz fut Bruxelles, en 1818. Le première ligne de chemin de fer y fut celle de Bruxelles à Malines en 1835, date de la première locomotive construite en dehors de l'Angleterre: c'était chez Cockerill, à Seraing.

Bientôt, les Wallons allaient devenir les troisièmes constructeurs de locomotives du monde, après les Britanniques et les Américains.

Quant à la force motrice, les machines à vapeur se répandirent dans le vieux monde en passant par notre région : depuis la première pompe à feu de Newcomen, installée dès 1720 tout près de Liège, en passant par la machine du charbonnage du Bois-de-Boussu, rendue célèbre par sa description dans la Grande Encyclopédie de Diderot et d'Alembert.

Dans le domaine de l'électricité, des noms d'inventeurs et de constructeurs wallons comme Joseph Jaspar, Julien Dulait et Zénobe Gramme sont bien connus, tout autant que celui de Georges Montefiore, qui créa à Liège, en 1883, un des premiers instituts électrotechniques du monde. C'est aussi l'occasion de souligner que nos entreprises et, un peu plus tard, nos grandes écoles et nos universités, furent des pépinières d'entrepreneurs industriels, belges et étrangers, qui essaimèrent partout dans le monde.

Qui témoigne de l'extraordinaire potentiel industriel de la Wallonie mieux que ses grandes réalisations à l'étranger ? Qu'il s'agisse de chemins de fer, et l'on n'évoquera ici que la « Compagnie Internationale des Wagons-Lits », fondée par Georges Nagelmackers (1876) ou la ligne de Pékin à Hankéou, sur le fleuve Jaune, longue de 1214 km (1905), œuvre de l'Ardennais Jean Jadot. Qu'il s'agisse aussi de transports urbains, comme le métro de Paris, ou les tramways du Caire et d'ailleurs, ou de génie civil, avec le percement du Mont Cenis (1851-1859) et du Saint-Gothard (1872-1878) et la Compagnie des Pieux Armés Frankignoul (1911), présente dans quinze pays.

Parlerons-nous des mines ? Alors il faudrait retracer l'épopée des Wallons qui ouvrirent le bassin de la Ruhr, celui du Nord de la France et du Pas-de-Calais, celui du Donetz, les houillères de Kaï-Ping et de Lin-Cheng en Chine, les mines d'Afrique du Nord et du Katanga.

Et la métallurgie ? Il faudrait parler de l'invention du raffinage du zinc par Dony, du premier haut-fourneau du continent européen en 1825, de la création de la métallurgie allemande, de l'équipement des aciéries de toute l'Europe, de l'aciérie de Hanyang près de Shangaï, du tiers de tout l'acier russe produit au tournant du siècle par les seules entreprises d'origine wallonne, des fours à coke d'Evence-Dieudonné Coppée...

Et il faudrait encore évoquer la construction mécanique : la chaudronnerie, les machines, la mécanique de précision, si essentielles

dans un monde avide de rendement. N'oublions pas l'industrie chimique avec Ernest Solvay, mais essentiellement la carbo-chimie et, déjà, l'exploitation du pétrole en Europe Orientale; puis les verreries et glaceries wallonnes, dont la technologie s'exporta jusqu'au Japon; ensuite nos compagnies de gaz, d'électricité et de distribution d'eau, présentes presque partout dans le monde, et l'industrie lainière en Europe centrale, les sucreries et les brasseries, enfin l'organisation et la gestion de services publics tels que les postes et les douanes...

Que de progrès techniques et aussi de richesses engendrées par ces activités à l'échelle nationale ou hors frontières. N'a-t-on pas oublié aujourd'hui qu'il fut un temps où les deux tiers de la fiscalité du pays reposaient sur les ressources des provinces du Hainaut et de Liège ainsi que de Bruxelles?

Encore faut-il retenir que cette prospérité ne se construisit pas sans de criantes injustices dont la classe laborieuse fit souvent et cruellement les frais. Aussi, par réaction, puisque à toute chose malheur est bon, la Belgique peut-elle s'ennorgueillir depuis longtemps d'une des législations sociales et d'un des régimes politiques les moins imparfaits de la planète.

Une telle efflorescence industrielle a laissé, Mesdames, Messieurs, des traces nombreuses et profondes dans le paysage wallon et dans la mentalité des habitants. Les vestiges mobiliers et immobiliers de cette aventure, sans cesse renouvelée, restent nombreux, en dépit de destructions, inévitables ou non, que les spécialistes ne sont heureusement plus les seuls, aujourd'hui, à déplorer dans certains cas. Car la Wallonie est née du travail industriel et elle y plonge ses racines et son identité. Le développement considérable des activités tertiaires à Bruxelles, capitale belge et européenne, ne doit pas non plus occulter le fait que, jadis, le secteur secondaire y fut brillant et réputé.

Mais tout ce patrimoine est à la fois richesse et pesant fardeau: usines, machines, outils, immeubles isolés ou ensembles architecturaux (sait-on qu'il existe, en Wallonie, plus de huit cents cités ou groupes de logements sociaux?), archives d'entreprises aussi, demandent à être répertoriés, triés, classés, protégés, valorisés et, disons-le, parfois supprimés.

Si l'opinion publique intègre généralement aujourd'hui dans ses aspirations, la préservation des vestiges industriels auxquels elle attache désormais une valeur affective voire esthétique, la question qui

demeure, lancinante, est bien celle de la réutilisation et de l'auto-financement des sites réhabilités, condition si nequa non de leur survie.

Le rôle des pouvoirs publics, tout au moins en Wallonie, s'avère, à cet égard, déterminant parce que leur fonction normative, leur arbitrage et, le cas échéant, leur rôle coercitif et subsidiant sont salutaires, indispensables. Mais cette tutelle ne peut être sous-tendue que par la volonté et l'action des personnes privées ou des organisations qui les rassemblent, afin de créer une conscience des tâches à accomplir. Le rôle des entrepreneurs et des groupes industriels est, à cet égard, fondamental, encore que — il faut bien le reconnaître — trop nombreux encore sont ceux, parmi eux, qui négligent la valeur culturelle de leur patrimoine professionnel ancien. Pourtant sans tomber dans un optimisme béat, je suis, pour ma part, assez satisfait des progrès accomplis en Wallonie, depuis quelques années, dans la voie qui nous est chère.

Et comme rien, mieux que l'image, ne pourrait étoffer mes propos, je vous propose, pour terminer, de regarder la projection qui va suivre. Elle illustre le passé industriel de la Wallonie et de Bruxelles, et aussi la façon dont on s'efforce de l'intégrer à notre présent.

C. GAIER, Président.

Congrès International pour la Conservation du Patrimoine Industriel: perspectives

Début septembre 1990, pendant une semaine, Bruxelles, et la Belgique entière ont été le centre mondial de la conservation du patrimoine industriel à l'occasion du septième congrès international consacré à cette question.

Il nous faut d'abord souligner la remarquable organisation pratique du congrès dont le secrétariat fut pris en charge par l'équipe dynamique de la «Fonderie», à Bruxelles. Son administrateur-délégué M. G. Vanderhulst, qui assurait la présidence du TICCIH belge, a bien voulu nous fournir les indications qui suivent.

Le Congrès, avec un programme orienté sur les interactions entre les technologies, l'organisation du travail et les modifications du paysage industriel, a fourni l'occasion pour les 170 participants venus des quatre coins du monde (27 pays étaient représentés) de se rendre compte de la situation et de l'évolution de la discipline en Belgique. Les participants ont pu également échanger leurs expériences afin de faire le point sur la définition même de leur discipline et jeter de nouvelles bases pour les actions à mener dans le futur.

Comme nous le confie, G. Vanderhulst, ce congrès centré sur la Belgique, *«fut une véritable révélation, pour les participants étrangers mais aussi pour nous. Certes, il est connu des spécialistes que notre pays suivit immédiatement la Grande-Bretagne dans la révolution industrielle; il n'empêche que la Wallonie, mais aussi Bruxelles, sont apparues plus que jamais comme un tissu de friches industrielles, essentiel pour qui s'intéresse à la question en expert. Notre patrimoine est en fait bien plus riche que nous ne l'imaginions! Mais il ressort aussi des travaux que l'on peut aisément, à partir d'un cas d'espèce, d'un chaînon, reconstruire tout un ensemble, une entité à l'échelle internationale»*.

Les «actes» du congrès qui sont en préparation ne se limiteront pas à reprendre les communications des différents groupes de travail: production d'énergie et extraction des matières premières; voies de communications et de transports; industries de transformation alimentaire,

expériences d'interdisciplinarités; écomusées et nouvelles approches muséographiques de l'industrie.

Le souci du TICCIH belge chargé de cette publication est d'y ajouter un synopsis des débats et conclusions des sessions qui serait rédigé par les présidents de ces cinq groupes.

Néanmoins, G. Vanderhulst dégage déjà parmi d'autres, quelques données fondamentales à la lumière des communications et débats du congrès : la confirmation du caractère de plus en plus scientifique de la conservation du patrimoine en question, le besoin d'une plus grande interdisciplinarité pour sa mise en valeur et la sensibilisation des pouvoirs publics.

Une interdisciplinarité croissante et un caractère scientifique et technique de plus en plus affirmé ?

Les congressistes semblent s'être réjouis de l'accentuation de l'interdisciplinarité de leur domaine d'activité, ne serait-ce que par l'accroissement des possibilités de sauvetage et l'élargissement des champs d'applications qui en découlent nécessairement.



Les Congressistes à la Fonderie pendant les parcours «Bruxelles industriel».

Plus que l'approche forcément réduite d'un seul d'entre eux, ce sont maintenant les points de vue et les méthodologies spécifiques à chacun, tant historiens, architectes, sociologues, ingénieurs, géographes, urbanistes, environnementalistes, artistes (photographes etc...), muséologues, archivistes, fonctionnaires responsables du service du patrimoine, ou bien simples passionnés qui, par leurs effets cumulatifs ajoutent à la dimension de la discipline.

Vers une organisation internationale permanente et une reconnaissance accrue par les pouvoirs publics ?

Si les préoccupations mêmes des congressistes sont importantes pour les générations futures, il est nécessaire de faire comprendre aux autorités publiques qu'elles ont un rôle à jouer en matière de sauvegarde provisoire de certains sites, bâtiments, ou outils de production de l'industrie, ne fût-ce que le temps de déterminer leur valeur et leur intérêt avant que des mesures irréparables soient prises.

Le prochain congrès du TICCIH se déroulera en 1992 à Barcelone, dans le cadre de l'année européenne de la culture.

La dernière journée du congrès était consacrée à l'assemblée générale du Comité International pour la Sauvegarde du Patrimoine Industriel (TICCIH, The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage), lequel a élu son nouveau bureau à la tête duquel nous trouverons désormais M. Louis Bergeron (Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris), avec pour secrétaire M. Stuart Smith. Madame Nisser, ancienne présidente, reste cooptée à ce bureau ainsi que M. G. Vanderhulst (La Fonderie - PIWB).

Une réflexion est menée au sein de cette instance afin d'aboutir à une politique de plus grande présence au niveau des instances internationales du type de l'UNESCO, et de se doter notamment d'une structure permanente face aux défis qui se présentent partout dans le monde en matière de sauvegarde.

G. Vanderhulst souhaite que les actions ne soient d'ailleurs, dans la mesure du possible, plus menées sur le seul plan national mais réfléchies au niveau international, car le patrimoine industriel transcende les frontières. Quelques données fondamentales militent en ce sens :

- l'ouverture des pays de l'Est : on y trouve de véritables « cimetières » de l'industrie dont le développement est souvent caractérisé par la construction de nouveaux outils de production à côté de l'ancien

tissu industriel, dont on n'avait pas les moyens d'assurer la destruction.

- la sensibilisation des pays du tiers-monde au patrimoine industriel : on trouve également dans ces pays des vestiges parlants de l'aventure industrielle; on y redécouvre souvent, transférée, la manière dont les pays industrialisés occidentaux ont pensé leur développement économique et social.

Il s'agit donc *«de dépasser les approches nationalistes et de déterminer le message que l'on veut transmettre aux jeunes du XXI^e siècle qui n'auront plus les témoins vivants de cette histoire»*.

L'importance des échanges internationaux est primordiale et c'est ainsi qu'on a par exemple évoqué au congrès les premiers sites hydroélectriques du Japon, l'exploitation de gisements polonais de lignite, l'exploitation du kaolin dans les régions de Nivelles, les tourbières néerlandaises, les centrales hydroélectriques du Québec, le tabac italien, les usines de gaz d'Athènes, les grandes manufactures hongroises, les parcs industriels suédois, les conserveries de saumon en Colombie britannique etc...

Une mission d'inventaire des priorités de sauvetage est actuellement confiée à PIWB en région wallonne. Il s'agit surtout de déterminer les sites qui doivent être préservés et d'examiner sommairement leurs conditions de survie et de réhabilitation. Une mission de même type est en cours à la Fonderie pour la région bruxelloise.

PIWB et le congrès

La participation propre de notre association s'est surtout concentrée, – outre la publication d'un ouvrage intitulé «Wallonie-Bruxelles, berceau de l'industrie sur le continent européen», véritable instrument d'initiation au patrimoine industriel du sud du pays et de la capitale –, sur la préparation et l'organisation inédite de visites d'une journée dans divers sites sélectionnés.

Le dernier numéro de la revue PIWB était d'ailleurs le guide théorique de ces excursions. Celles-ci ont permis d'illustrer la précocité de la révolution industrielle dans notre pays, dans des régions telles que Liège, Verviers, Mons, Charleroi et Gand de même que l'importance de l'exportation de notre savoir-faire.

La multiplication et le succès des circuits «touristiques» axés sur le patrimoine industriel wallon et bruxellois sont, d'autre part, assez révélateurs du rapport d'une grande partie de la population avec l'industrialisation, le travail et la mécanisation.

Guide des congressistes en province de Liège, M. Claude Gaier, (Président PIWB), retire de cette expérience la possibilité de structurer comme tel le tourisme industriel: *«plus que les simples explications esquissées dans les programmes, les congressistes ne se lassaient pas des informations sur l'histoire industrielle des sites visités et régions traversées, leur environnement général et leur destination. Quoique spécialistes, donc informés, ils étaient prêts à recevoir une information plus ample. Il en ressort encore une fois la nécessité de l'interdisciplinarité et d'une bonne préparation à la diffusion du message relatif au patrimoine industriel, car il s'agit de bien connaître les régions, plus encore que pour le tourisme classique».*

Ce «tourisme industriel» apparaît une méthode pratique pour faire partager la connaissance du patrimoine industriel, dont les spécialistes ne désirent pas s'approprier en vase clos, mais rendre vivant et même mettre à la disposition de tous. Le concept même de «patrimoine historique» lié uniquement, il y a très peu d'années encore, aux grandes œuvres architecturales ou simplement artistiques, semble d'ailleurs s'orienter pour nombre de «gardiens» de ce patrimoine vers la notion plus large de «témoignage» socio-culturel.

C'est peut-être là une des meilleures manifestations du souhait de certains, tels G. Vanderhulst (Président du TICCIH belge) qui, pour sa part, souhaite que le patrimoine industriel *«par définition de type collectif, soit au mieux possible appréhendé par la collectivité puisqu'il s'agit aussi d'un des berceaux de la création de nos démocraties économiques et sociales. Car, en se contentant, par exemple de restaurer certains bâtiments pour en faire des musées, on les coupe de la réalité en les réservant à une frange étroite de la population. Il faut arriver à les réintégrer véritablement dans l'avenir de leur région. En faisant en sorte, par exemple, que des entreprises modernes acceptent d'y implanter leurs activités. Le but essentiel est de conserver intact le souvenir du rapport de l'homme à l'usine, c'est-à-dire une façon d'expliquer comment notre société s'est forgée».*

R. BRION

Autour de la disparition éventuelle de la gare du Quartier-Léopold à Bruxelles

Si nous n'y prenons garde, si nous ne sommes pas soutenus par les médias et l'opinion publique, les plus beaux fleurons de notre architecture industrielle du XIX^e et du début du XX^e siècle risquent immanquablement de disparaître sous les coups de pioches et autres bulldozers au service — notamment pour notre capitale — des promoteurs immobiliers.



Après la démolition, pour des raisons de pseudo-sécurité, de l'ancienne gare de Cureghem, une des dernières stations néo-classiques de Bruxelles, c'est au tour de la gare du Quartier-Léopold à

Ixelles, située sur l'axe Bruxelles-Arlon, de risquer de subir le même sort; plus concrètement, être sacrifiée, comme obstacle gênant, sur l'autel de l'«Espace Bruxelles Europe», vaste complexe de plusieurs centaines de milliers de m² de bureaux destinés entre autres au Centre International des Conférences du nouveau Parlement européen.

Alertée par ce projet — et surtout par la destruction de la façade de l'édifice en style néo-classique due à l'architecte bruxellois G. Saintenoy, il y a quelque cent quarante ans — l'association de défense «Inter-environnement Bruxelles» (IEB) lança, dès le mois de mai 1990, un cri d'alarme sous forme de communiqué de presse intitulé «gare au dérapage» et demanda que les associations locales concernées soient consultées. Aussitôt, les instances politiques régionales et locales tentèrent de dénouer cet écheveau avec les promoteurs immobiliers.

À la mi-mai, le cabinet du ministre régional des Travaux Publics, Jean-Louis Thys, s'étonnait des affirmations d'IEB et rappelait qu'il était prévu de conserver la façade. Rien n'empêcherait cependant l'entrepreneur de démonter intégralement cette façade, puis de la remonter dans son état original, à la fin des travaux.

Quant au bourgmestre d'Ixelles, Albert Demuyter, il s'est dit «profondément choqué» de l'intention prêtée aux promoteurs immobiliers de solliciter une dérogation pour la destruction de la façade de la gare du Quartier-Léopold (appelée aussi gare du Luxembourg). C'est d'ailleurs à l'unanimité que, lors du conseil communal du 16 mai 1990, les édiles ixellois demandèrent au collège de «veiller au maintien intégral des dispositions prévues par le plan particulier d'aménagement» qui prévoyait la protection de ladite façade. Bref, un second atout pour les protecteurs de la gare du Luxembourg, après une proposition identique exprimée le même jour à la tribune du Conseil régional bruxellois par le ministre-président de l'Exécutif, Charles Picqué.

Lors du dernier conseil communal de juin, les élus ixellois, le bourgmestre en tête, revinrent à nouveau sur l'épineux problème pour décider de demander au ministre bruxellois, Georges Désir, compétent pour les Monuments et Sites, de classer la façade principale du bâtiment. Georges Désir avait également dans ses cartons un projet de classement.

Mais la réaction la plus vive eut lieu à la mi-juillet de la part de Marie Nagy, le chef de groupe Ecolo au Conseil régional bruxellois, qui stigmatisa l'attitude de l'Exécutif bruxellois, jugée «insuffisante surtout au



regard de la malheureuse expérience de la gare de Cureghem». Pour les Ecolos bruxellois, pas de doute «ce serait une tromperie et un crime urbanistique d'accepter la démolition de la gare du Luxembourg». Les Verts demandèrent donc que l'Exécutif régional bruxellois prenne une position «ferme et volontaire de défense du patrimoine bruxellois». Pour les Ecolos, il faut proposer de toute urgence le classement de la gare, son maintien à l'emplacement actuel et — qui plus est — la mise en œuvre de la rénovation de la place du Luxembourg, «une des places remarquables de Bruxelles». Ecolo estime d'ailleurs que dans divers dossiers d'urbanisme, l'équipe de Charles Picqué devrait «une fois pour toutes ne plus se contenter de temporiser». Il demande que la SNCB et la Région bruxelloise rangent la mise en valeur du patrimoine ferroviaire dans leurs priorités. Selon Marie Nagy,

en effet, «les gares constituent un élément important du paysage urbain. Leur bonne intégration dans la ville est un facteur structurant pour celle-ci».

Quant à la Commission nationale de la défense du patrimoine historique du chemin de fer (85, rue de France à 1070 Bruxelles), un organisme créé en février-mars 1990 au sein de la SNCB et chargé d'éclairer les responsables de la société des chemins de fer sur les questions de préservation et de gestion du patrimoine mobilier et immobilier de la SNCB, elle décida également, au mois d'août 1990, d'étudier attentivement le dossier de la sauvegarde de la gare du Quartier-Léopold. Les associations de défense du patrimoine architectural ont dès lors été invitées à lui faire part de leurs remarques éventuelles.

Chose encourageante, début septembre 1990, cinq mille personnes avaient apposé leur signature au bas de la pétition demandant que soient définitivement levées toutes les incertitudes pesant sur l'avenir de la gare du Quartier-Léopold et que soit sauvée la dernière gare néo-classique de la capitale. Les associations qui diffusent la pétition — l'ARAU et Interenvironnement — espèrent que ces 5.000 signatures pèseront «de manière décisive pour que l'Exécutif bruxellois se prononce rapidement en vue du classement du bâtiment, voire de l'ensemble de la place du Luxembourg».

La gare du Quartier-Léopold, si elle est — comme il faut le craindre — promise à une proche destruction, c'est quoi? C'est environ 7.000 voyageurs par jour, la plupart venant de Namur; c'est huit trains par heure; c'est neuf voies à quai. Ce n'est certainement pas le bonheur puisque depuis dix ans, la SNCB n'a plus investi un franc dans l'entretien des bâtiments. C'était aussi un faisceau de onze voies supplémentaires, servant, à la Belle Epoque, à l'entretien et au nettoyage des wagons. Mais la gare du Quartier-Léopold, c'est peut-être surtout une nostalgie. Parce que cet édifice a été la première gare de voyageurs du pays (1855) et reste une halte appréciée pour les gens venant d'Italie, de Suisse... ou de Strasbourg. Mais c'était, surtout, la gare du Roi, dont le palais n'est pas loin... Tout cela, c'est bien fini; il suffit de lever les yeux, regarder les grues. Faut-il déjà titrer, avec *La Dernière Heure* (10.12.1990), «Bruxelles Q-L. est K.O.»?

Jean-Pierre HENDRICKX

○ Un livre à la gloire du passé industriel wallon

Ce n'est pas un hasard si la couverture du « Bulletin » renvoie à celle de l'ouvrage *« Wallonie-Bruxelles : berceau de l'industrie sur le continent européen »*, ouvrage que le P.I.W.B. a tenu à faire paraître pour l'ouverture du Congrès international du TICCIH, en septembre 1990, à Bruxelles.

Ce beau volume rassemble 18 contributions relatives au passé mémorable de notre région dans divers secteurs de la création et de la production industrielles en Europe. Il fournit à leur propos une espèce de bilan des connaissances et des vestiges connus, accompagné d'une bibliographie spéciale. Il s'ouvre, du reste, par un important aperçu historiographique sur l'archéologie industrielle en Wallonie depuis une quarantaine d'années. Et il est richement illustré de 155 figures, dont bon nombre sont inédites (photos, plans, gravures, etc.).

La conférence de presse du 22 novembre dernier en a souligné l'intérêt auprès des journalistes spécialisés. Leurs échos dans la presse en témoignent favorablement.

Pour information : la photo de couverture montre une coulée d'acier aux anciens ateliers Henricot, à Court-Saint-Etienne, en 1983 (photo L.F.G.).

Un volume au format 21,5 sur 23 cm, de 255 pages, sous couverture plastifiée en couleur; 1.455 FB (plus 100 FB frais de port).

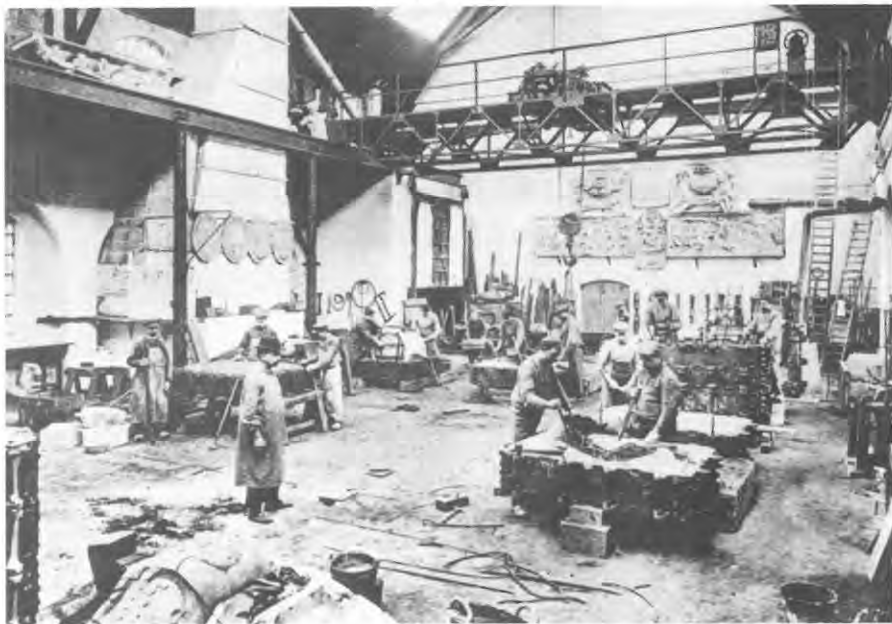
A COMMANDER SANS FAUTE AU SIÈGE DE P.I.W.B. !

(moins 10% de ristourne pour les membres de P.I.W.B. soit 1300 FB + 100 FB de frais de port).

□ **La mémoire des pierres en Wallonie et à Bruxelles.** Bruxelles, Editions du Crédit Communal, 1987. Gd. in-8, 303 p., nombreuses illustrations en noir et blanc. 480 FB.

Décidément, l'archéologie industrielle fait son nid partout — ce qui, dit en passant, n'est pas pour nous déplaire —, y compris dans des volumes qui, à première vue, n'ont que peu ou prou affaire avec elle, du moins si l'on en juge par leur titre. Tel est le cas du travail sous rubrique, dont on commencera par dire quelques mots de présentation.

Ce très bel ouvrage a été édité à l'occasion de la parution d'un ensemble d'émissions réalisées par la Fondation Roi Baudouin et la Loterie Nationale en coproduction avec la Radio Télévision belge d'expression française dans sa série «Télétourisme». Son but est double: d'une part, prolonger par écrit ce que les images télévisées de la R.T.B.F. n'avaient pu qu'évoquer brièvement; d'autre part, sensibiliser l'opinion à la nécessité de conserver et souvent de sauver un héritage irremplaçable mais constamment menacé. Certes, les bâtiments et les lieux mentionnés dans ces pages ne sont ni les plus imposants, ni les plus prestigieux — pas question donc ici du Grand Hornu, de l'Hôtel de Ville de Bruxelles ou du château de Belœil! En revanche, ils sont sans doute les plus intéressants car ils témoignent d'une histoire plus authentique. Ne font-ils pas partie intégrante de la vie quotidienne des hommes d'autrefois, de leur labeur, de leur mode d'existence, de leurs croyances?



Molenbeek: la Compagnie des bronzes. Détail de l'atelier des moulages.

Si ce volume, tel que nous venons d'en donner la problématique, accorde tout naturellement une place aux structures en terre (tumuli, motte médiévale, enceinte urbaine), aux ruines d'anciens châteaux ou à d'autres châteaux toujours debouts mais peu connus, aux chapelles, églises et abbayes, on n'est pas peu surpris de constater qu'il consacre un chapitre spécifique à l'archéologie industrielle proprement dite (p. 265-281 : le charbonnage du Crachet-Picquery à Frameries, les fours à chaux d'Antoing, les verreries de Fauquez, la Fonderie de Molenbeek-Saint-Jean, les faïenceries Boch à Bruxelles, la brasserie Atlas à Anderlecht, la brasserie Vandenheuvel à Molenbeek-Saint-Jean, les tanneries Gorin à Kain, les tanneries de Dourbes, les usines Simonis à Verviers, les filatures de Leval-Chaudeville). Qu'il envisage également certains ponts et une douzaine d'anciennes gares. Qu'il traite encore, dans un autre chapitre, du logement social (p. 247-264), et même des Maisons du peuple. Bref, sur un total de 150 sujets répertoriés dans le volume, l'archéologie industrielle et ses prolongements font vraiment bonne figure.

Chacun des chapitres de l'ouvrage est coiffé par une rapide introduction (trop rapide!) d'ordre général. Les églises, abbayes, châteaux et autres bâtiments et sites sont ensuite décrits individuellement tant du point de vue architectural que de celui de leur restauration ou de leur reconversion. Aucun jugement de valeur n'a été émis, que ce soit sur la manière dont les restaurations ont été réalisées ou sur les causes de dégradation d'un bâtiment. Cependant, certaines situations scandaleuses n'ont pu être passées sous silence. L'ensemble se termine par une bibliographie générale (la bibliographie spécifique, citée après chaque notice, n'est donc pas reprise ici), un index des noms de lieux, un très utile glossaire des termes historiques et architecturaux rencontrés en cours de lecture, ainsi que par les habituels crédits photographiques.

Bien que destiné avant tout au grand public, ce travail rafraîchira pas mal de souvenirs auprès des spécialistes, les responsables de l'entreprise ayant tenu à être très précis dans leurs descriptions architecturales et du contexte historique et social. On ne peut que se réjouir devant une aussi intelligente contribution, dont la conception, la rédaction et les recherches iconographiques (les nombreuses illustrations sont particulièrement intéressantes et souvent inconnues) sont dues à Françoise Jurion de Waha, Brigitte Libois, Martine Wille et Charles Picqué. Formons le vœu, pour terminer, que cette publication fasse à la fois prendre conscience à chacun de la valeur d'un patrimoine qui témoigne d'une civilisation, tout en invitant ses lecteurs à visiter quelques-uns des « monuments » présentés ici.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ **La mémoire des bâtisseurs.** Bruxelles, Editions du Crédit Communal, 1988. Gd. in-8, 252 p., nombreuses illustrations. 480 FB.

Nous venons de dire tout le bien qu'il fallait penser de *La mémoire des pierres en Wallonie et à Bruxelles*. L'éclatant succès rencontré par ce livre atteste qu'il comblait une lacune en même temps qu'il répondait à un besoin exprimé par le public. Il a, dès lors, semblé opportun au responsable de ce travail, à savoir le Crédit Communal de Belgique au mécénat bien connu, de lui assurer un prolongement en attirant cette fois l'attention sur les artisans qui ont donné vie et forme au patrimoine qui est notre bien

commun. Cela nous vaut, une fois de plus, un ouvrage splendide et d'un intérêt certain : *La mémoire des bâtisseurs*.

Concrètement, nous sont présentés ici le plus complètement possible un certain nombre de métiers de la restauration ou de la création : charpentiers, maçons, stucateurs, staffeurs, couvreurs, ardoisiers, tailleurs de pierre, marbriers, maîtres verriers, briquetiers, ... L'accent est mis sur les gestes des artisans et sur la richesse des matériaux belges qui, trop souvent, ne sont plus exploités. Certes, la liste de ces métiers n'est pas exhaustive, ce qui eût été impossible et, tout compte fait, peu utile. Le choix s'est en fait porté sur ceux dont les traditions remontent très haut dans le temps, de façon à bien mettre en évidence la pérennité et la valeur symbolique de ces gestes car, nonobstant les techniques modernes, il n'en reste pas moins que la main de l'homme maniant l'outil avec dextérité demeure le plus sûr critère de qualité et garde une noblesse qu'aucune machine aussi perfectionnée soit-elle ne remplacera jamais. On n'oubliera pas non plus que certains de ces métiers, dont les « astuces » et l'expérience sont souvent transmises oralement par les aînés aux débutants, risquent de disparaître, ce qui briserait la chaîne de la transmission du savoir. Est-il bon de rappeler aussi que le maintien de ces métiers est indispensable à la conservation du patrimoine, qui ne doit pas seulement être protégé mais aussi restauré dans les meilleures conditions possibles ?



Restauration des grilles en fer forgé.

Tout ce qui vient d'être dit sur ces artisans, bâtisseurs et leurs métiers se retrouve amplement commenté (bibliographie à l'appui) et illustré dans la première partie de l'ouvrage intitulée « Des matériaux et des métiers » (p. 9-127). Une seconde partie, « Quelques bâtiments exemplatifs » (p. 129-198), est consacrée à une dizaine de

monuments de Wallonie et de Bruxelles qui constituent précisément des témoins privilégiés de l'emploi des matériaux précités et de leur mise en valeur. Sont ainsi précisées la complémentarité des métiers et des matériaux et l'harmonie qui en résulte. C'est sous cet angle que nous prenons connaissance, par exemple, du château d'Aigremont jusqu'aux hospices de la rue du Marvis à Tournai, en passant entre autres par le palais de Charles de Lorraine, par les abbayes de Floreffe et de St-Laurent de Liège, les serres royales de Laeken, l'église St-Loup de Namur, le moulin à tan de Cierreux (Gouvry). Enfin, une partie touristique, proposant treize circuits avec de nombreuses données pratiques, permet de resituer ces bâtiments ainsi que certains lieux d'exploitation des matériaux dans un contexte régional plus vaste.

On espère que ce magnifique volume à déguster *con amore* provoquera une réelle prise de conscience de notre patrimoine et de la valeur de ces artisans-magiciens qui le préservent.

Jean-Pierre HENDRICKX

☐ **Biographies Tournaisiennes XIX^e et XX^e siècles.**

L'asbl Archéologie Industrielle de Tournai vient de publier cette patiente étude de Gaston Lefebvre réunissant dans un seul livre 750 biographies tournaisiennes et des environs.

Toutes les professions et activités y sont représentées : architectes, auteurs wallons, avocats, historiens, hommes politiques, médecins etc... Mais surtout, l'auteur y fait particulièrement revivre l'histoire de plus de 50 entreprises industrielles, presque toutes disparues aujourd'hui, et, à travers elles, il retrace la biographie de leurs fondateurs et de leurs générations suivantes. Citons par exemple : brasseries, fours à chaux, chocolateries, distilleries, filatures, imprimeries, métallurgies, tanneries, etc... Cette étude indispensable pour l'appréhension du patrimoine industriel de cette région s'obtient en versant 1400 F (+ 100 francs pour envoi) au compte (068-2060616-72) de l'asbl Archéologie Industrielle de Tournai.

☐ **Paul DELSALLE, La brouette et la navette. Tisserands, paysans et fabricants dans la région de Roubaix et de Tourcoing, 1800-1848.** (Collection « Histoire »). Dunkerque, Editions des Beffrois, 1986. Gd. in-8, 271 p., 150 FF.

Dans le cadre de la région-fabrique de Roubaix et de Tourcoing, depuis la Lys jusqu'à la Scarpe, cet ouvrage de P. Delsalle, docteur en histoire et actuellement archiviste de la ville de Tourcoing, raconte l'histoire des tisserands à domicile et en atelier, mi-paysans mi-ouvriers, juste avant la révolution industrielle.

Cette vieille région connaît alors un regain d'activité : la mise en œuvre du coton s'ajoute à celles de la laine et du lin. La main-d'œuvre, très féminine, est saisonnière et intermittente. Dans les petits ateliers, souvent implantés à la campagne, la vie demeure encore bien familiale.



Un tisserand du Nord : «L'Araignée».
Tableau de Paul Prévost, s.d.

Les conflits collectifs entre tisserands ou fileurs et leurs maîtres restent rares et faibles; l'absence d'organisation ouvrière s'explique par l'importance des liens familiaux qui unissent les paysans, les tisserands, les commerçants, les artisans et les fabricants. Les ouvriers-paysans vivent à la campagne: il n'y a pas encore de quartiers ouvriers à Roubaix et à Tourcoing, ni de groupes professionnels homogènes. L'individualisme, solidement enraciné, domine les rapports sociaux et professionnels. Toutefois, les prémices d'un comportement collectif, par l'intermédiaire efficace des sociétés de secours mutuels, annoncent la Révolution de 1848 et les antagonismes exacerbés dont témoigne douloureusement toute l'histoire des populations du Nord jusqu'à nos jours.

Concrètement, l'auteur suit un plan simple mais efficace et logique. Il présente d'abord les relations économiques, les structures de la fabrication et de la production, et surtout les relations professionnelles afin de mieux saisir, dans une seconde partie,

les conflits du travail. Enfin, la dernière phase de la recherche est consacrée aux attitudes et aux pratiques sociales.

P. Delsalle signe ici une contribution originale et relativement neuve puisqu'à partir d'une source exceptionnelle, à savoir les archives du conseil de Prud'hommes comprises surtout entre 1820 et 1850, il s'efforce, en somme, de cerner ce qu'on a appelé la protoindustrialisation.

Jean-Pierre HENDRICKX

□ Monique TENEUR - VAN DAELE, **Au temps des artisans. Métiers oubliés du Nord-Pas-de-Calais**. Paris, Editions SELD, 1989. In-8, 205 p., ill. 120 FF.

A l'heure actuelle, selon une expression souvent entendue, «les gens ont tout, et ils ne sont jamais heureux». Et cependant, il suffit de lire les témoignages rassemblés dans le présent ouvrage pour se rendre compte à quel point le travail bien fait était jadis une source d'équilibre et de bonheur pour ces hommes et ces femmes qui finissent tous leur récit par ces mots : «Nous n'avions que ce qu'il fallait pour vivre, mais nous étions heureux».

Pour l'archéologue industriel, les témoignages de ces gens sont très intéressants par les détails — et illustrations — qu'ils donnent sur la vie artisanale et sur les façons techniques d'exercer leur métier, aimé, souvent même créateur. En effet, durant des siècles, les mêmes «tours de mains», les mêmes outils ont servi à élaborer, à construire et à créer des objets qui sont fréquemment des œuvres d'art, dont chacun se servait au quotidien. Ces «savoir-faire» transmis et améliorés de génération en génération avaient atteint la perfection. Or, nous sommes à une époque-charnière. Le progrès technique est tel que si nous n'y prenons garde, ces «savoir-faire» ne seront plus transmis; certains sont déjà en voie de disparition. Ces récits sont tout aussi intéressants par la chaleur des relations que l'on sent entre les vieux travailleurs, leurs clients et leurs patrons. Un ancien ouvrier de déclarer : «Autrefois, on se parlait, on se distrait ensemble; maintenant, on vit comme des sauvages».

Nous sont ainsi présentés les récits d'une vingtaine d'«anciens» et d'«anciennes» : la brodeuse de blé, le pêcheur d'Islande, l'artisan peintre, le marbrier, le cabaretier, le boisselier, la dentellière, l'apiculteur, le berger, le meunier, la boulangère, le planteur de houblon, l'ouvrière agricole, le maréchal ferrant, le bourrelier, la photographe (sic), l'artisan maçon, le ferblantier, le chaumier; autant de métiers et bien d'autres disparus qui donnaient une atmosphère accueillante et chaleureuse aux villages d'antan.

On sera reconnaissant à Monique Teneur - Van Daele, déjà auteur de *La maison rurale en Flandre* et de *Promenades dans le Nord*, de garder et transmettre le souvenir des métiers anciens ou carrément disparus du Nord-Pas-de-Calais; si ces métiers étaient durs pour ces petites gens, ils leur donnaient toutefois chaud au cœur et un bel optimisme que leurs récits nous transmettent dans ces pages en toute simplicité!

Jean-Pierre HENDRICKX

Informations et agenda

○ **Premier cycle postgraduat en archéologie industrielle en Flandre**

L'Institut gantois pour la Conservation et la Restauration organise à partir du 1^{er} décembre un cycle approfondi de postgraduat d'archéologie industrielle.

Ce cours est organisé en collaboration et sous les auspices de l'Association flamande pour l'archéologie industrielle; il comprendra une revue approfondie des contenus, sources et méthodes pour l'étude et la conservation de l'héritage industriel.

Le cours s'étend sur 6 samedis (de 9 à 18h) et un samedi de visites.

Ce cycle s'adresse :

- aux responsables du secteur culturel;
- aux historiens, ingénieurs et architectes;
- aux responsables des services d'urbanisme;
- aux conservateurs de musées;
- aux responsables et collaborateurs des services touristiques;
- aux personnes s'intéressant au thème.

Les personnes titulaires d'un diplôme d'études supérieures (universitaires ou autres) peuvent, après présentation d'un projet d'étude, obtenir un certificat délivré par l'ICR.

Le cycle se donne les samedis 1, 8 et 15 décembre, 2 et 9 février, 2 et 9 mars, de 9h à 18h, avec une interruption à midi et deux pauses café. Les frais se montent à 6.600 F.

Plus d'informations concernant ce cycle peuvent être obtenues à l'adresse suivante :

Instituut voor Conservatie en Restauratie vzw
Zwarte Zusterstraat 3
B-9000 Gent
Tél. : 091/25.42.90
Fax: 091/23.46.36

L'inscription se fait par versement du montant dû au CCP 000-0022991-02 de l'Institut St-Luc à Gand avec la mention «cycle postgraduat en archéologie industrielle 1990-1991».

○ **Photographie, art de notre temps : trois expositions**
ULB - 15 avril/4 mai 1991.

Malgré sa généralisation et sa banalisation dans la société contemporaine, l'image photographique de qualité fait partie des arts majeurs de notre temps.

Le Conseil de l'éducation permanente de l'ULB propose du 15 avril au 4 mai 1991, trois expositions qui dans trois domaines différents illustreront, chacune à sa manière, cette affirmation évidente.

1. L'intelligence du regard - Rétrospective Charles LEIRENS.

Charles LEIRENS (1888-1963), animateur éclairé de la vie culturelle bruxelloise. Palais des Beaux-Arts - Maison d'Art.

2. Gestes et attitudes - Travailleurs de Wallonie.

Archives de Wallonie a entrepris depuis dix ans une collecte systématique d'images de la Wallonie qui change, se transforme. Une centaine de photographes, parmi les plus belles, représentent les gestes et attitudes, les visages des travailleurs dans leur activité sur les lieux de leur travail, dans leur vie sociale. Les documents d'aujourd'hui seront confrontés à des images d'hier réunies par le Professeur Emile WAXWEILER (ULB), au début du siècle dans le cadre de ses cours de sociologie. Travailleurs en situation, découpage de leur effort constituent autant d'informations précises que d'images de qualité.

3. Le réel distancié.

Modifié par le regard, altéré par la matérialisation sur papier, le réel est-il présent dans la photographie et s'il l'est, dans quelle proportion?

Onze photographes contemporains donnent leur réponse dans cette exposition.

- Ouvert tous les jours de 9 à 19 heures (excepté le dimanche).

1 et 2: grand Hall de l'ULB - Avenue Roosevelt 50

3 : salle Allende - Avenue Paul Héger 22 à 1050 Bruxelles.

Une réalisation CUPULB - Musée de la Photographie et Archives de Wallonie (Charleroi) - Commission culturelle ULB.

Renseignements: CEPULB, CPI 160, avenue Roosevelt 50, 1050 Bruxelles. Tél.: 02/650.36.87.

○ **La glacière à glace naturelle d'Hélécine**

La glacière de l'Abbaye d'Heylissem, adossée à une ancienne grange datant de l'époque de la construction de l'abbaye, c'est-à-dire 1780, vient d'être remise en service. Le principe de cette glacière, simple mais ingénieux a été reproduit à environ 200 reprises en Belgique. La glacière d'Heylissem enterrée et isolée par un système de couloirs et de plusieurs entrées a la forme d'un œuf renversé, de 4 mètres à son plus grand diamètre, et de 6 mètres de hauteur. Elle a probablement été construite vers 1870. Découpés et extraits de l'étang du Domaine provincial d'Hélécine, les glaçons y ont été stockés, et le grand public pourra visiter la glacière à partir d'avril tous les week-ends, le samedi de 14 à 18 heures, et le dimanche de 10 à 18 heures. Une porte vitrée permettra au public de se rendre compte de l'évolution de la glace tout au long de l'été (R.B.).

Renseignements: Domaine provincial, M. V. Gobbe, rue A. Dewolf, 1357, Hélécine (019/65.54.91).

○ **La Région du Centre, Mémoire et patrimoine industriels, Itinéraires thématiques, 1990-1991.**

L'Ecomusée régional du Centre en collaboration avec le Centre Hennuyer d'Histoire et d'Archéologie Industrielles vient de publier sous ce titre une plaquette contenant les cartes de circuits de visite du patrimoine industriel de cette région. Ces cartes sont accompagnées d'une introduction générale et d'utiles dépliants historiques illustrés.

Cinq parcours ont été définis: les charbonnages, la métallurgie, la pierre bleue, les brasseries, les verreries.

Renseignements: Ecomusée régional du Centre, rue Saint-Patrice, 7110 Houdeng-Aimeries (064/28.20.00) (R.B.).

○ **Parc industriel de la Fonderie: inauguration**

La Région bruxelloise termine à Molenbeek — l'ancien «Manchester belge» — la réaffectation en parc «industriel» de l'ancienne cour de l'usine «Cail et Halot». Cet ancien atelier de fabrication métallique (ponts, wagons, machines à vapeur pour les sucreries et distilleries, vicinaux) avait en son temps une importance considérable puisqu'il occupait entre 1000 à 1500 employés.

Fidèle à sa conception qu'un quartier industriel comme le sien conserve un avenir s'il garde son âme, la «Fonderie» a désiré réutiliser

l'histoire industrielle pour l'intégration de besoins contemporains: le site garde son âme dans sa nouvelle fonction de parc qui correspond à un besoin social. L'aménagement du parc a été un véritable exercice pratique d'archéologie puisque plusieurs éléments constitutifs du site ont été préservés et mis en valeur.

C'est ainsi que les habitants et visiteurs évolueront dans un parc en grande partie pavé. On a en effet conservé l'ancien pavement de l'usine et de la «rue de l'Eléphant», percée à l'époque de sa construction. De grands socles de grues en pierres bleues, les vestiges des rails et les colonnes en fonte ont été utilisés pour véritablement «parler» aux promeneurs et pour qu'ils puissent matériellement voir et être en contact avec leur passé industriel.

L'inauguration du parc industriel est prévue pour le 20 avril 1991 et c'est l'a.s.b.l. «La Rue» qui en assure l'organisation. La Fonderie contribuera à une exposition et une animation «dias» sur l'histoire et l'actualité du quartier et du site.

Renseignements: La Fonderie asbl - Rue de Ransfort 27 - 1080 Bruxelles (02/410.10.80).

○ **Symposium sur les châteaux d'eau**

Le jeudi 16 mai 1991 se tiendra à Bruxelles (Heysel) une journée d'études entièrement consacrée aux châteaux d'eau belges. Elle sera jumelée à la sortie de presse d'un gros ouvrage sur le sujet: «*Unité dans la diversité. La Belgique des châteaux d'eau*», où sont traités les aspects techniques, constructifs, typologiques et architecturaux du genre, de ses origines (vers 1880) à nos jours.

La journée sera ouverte par le P.I.W.B. qui copatronte son organisation. Les membres de P.I.W.B. bénéficieront d'un tarif réduit de participation.

L'information sera diffusé sous peu. Renseignements provisoires: ANSEAU, Chée de Waterloo 255/6, 1060 Bruxelles.

○ **A.I.S.: Concours scolaire «Travail - Feu - Métal»**

L'association «Archéologie Industrielle de la Sambre» organise du lundi 18 mars au vendredi 17 mai 1991, un concours portant sur le thème «Travail - Feu - Métal» tel que représenté par les collections de

machines, d'objets et de documents exposés au Musée de l'Industrie, à Marchienne-au-Pont.

Droit d'inscription :

- a) Collectif: Un questionnaire est remis **uniquement** à l'instituteur(trice) ou au titulaire de classe à l'occasion d'une visite guidée au Musée de l'Industrie (droit d'inscription = visite guidée de 750 francs).
- b) Individuel: le formulaire est remis à l'entrée du Musée de l'Industrie (droit d'inscription = entrée du Musée: 50 francs).

Renseignements: A.I.S. - Caserne Trésignies, bloc P.
6000 Charleroi, Tél.: 071/33.26.39

○ **Les promenades de l'Arau**

L'Atelier de recherche et d'action urbaines recommence son tour «Bruxelles archéologie industrielle» qui depuis 1984, pénètre dans les lieux insolites de la grande ville du travail, tous les quatrièmes samedis du mois.

Renseignements et inscriptions: 02/513.47.61 ou 512.56.90.

○ **Circuits d'Archéologie Industrielle**

CIRCUIT N° 1 – La région liégeoise.

Le sillon Sambre et Meuse, berceau de l'industrie sur le continent européen, fut de tous temps à la tête des progrès techniques et technologiques, surtout au moment de la grande révolution industrielle du XIX^e siècle.

La région liégeoise, en particulier, participe à cette révolution avec ses savoir-faire dans les domaines aussi divers que les charbonnages, la sidérurgie, la mécanique et la verrerie.

Les circuits d'archéologie industrielle n'ont pas la prétention de faire découvrir toute cette histoire mais d'évoquer quelques aspects.

Description du circuit:

- Verviers: un monument vivant d'archéologie industrielle.
Historique.
Que reste-t-il aujourd'hui?

- Le charbonnage de Blegny-Trembleur.
- La Maison de la Métallurgie, à Liège.
- Le Val Saint-Lambert.

CIRCUIT N° 2 – Une première en Belgique : la visite de centrales hydrauliques et la détente à Coö.

Les centrales hydrauliques qui seront visitées utilisent les eaux de la Warche et de l'Amblève et sont situées dans la région de Malmédy, Trois-Ponts. Elles ont été construites entre 1925 et 1932.

Description :

Visite du barrage et de la centrale de Bütgenbach.

Le barrage, de 23 mètres de hauteur, est du type à voûtes multiples. La capacité du lac est de 11 millions de m³. La centrale, placée au pied du barrage, comporte un groupe de 2.700 CV soit 1.850 KW installés.

Visite du barrage de Robertville.

D'une hauteur de 55 mètres, il est du type voûte poids. La capacité du lac est de 7 millions de m³. Le lac est utilisé par le centre touristique de Robertville.

Visite de la centrale de Bévercé.

La plus importante des trois. Avant la visite de la centrale, on assistera à une émission vidéo.

Visite du barrage de Lorcé.

On pourra visiter un système de nettoyage des grilles et une échelle à poissons.

Visite de la centrale de Heid-de-Goreux.

Dans un cadre splendide, le bâtiment est construit au pied de la colline où l'eau est amenée par un tunnel de 3.400 mètres et elle dévale de 37 mètres de hauteur.

La visite est guidée pendant toute la journée, elle se fait en car ou en voitures individuelles groupées.

Le rendez-vous avec le guide a lieu au parking du barrage de Bütgenbach, côté Berg, à 9h 30.

Renseignements :

Fédération du Tourisme de la Province de Liège
Service Promotion
Boulevard de la Sauvenière 77 - 4000 Liège
Tél. 041/22.42.10 - Fax: 041/22.10.92

Brochures pédagogiques sur demande.

Protection

○ Une enquête en vue du **classement** comme monument du châssis à molettes de DOUR (Hainaut), construit en béton armé en 1928, et du site du terril du «Sauwartan» l'accompagnant, est ouverte depuis le mois de janvier 1990.

Cotisations annuelles

Il est devenu indispensable d'envisager leur relèvement. Leur tarif actuel remonte à 1984...

Pour certaines, la réception du «Bulletin» excède leur taux net!

L'Assemblée générale du 23 mars 1991 (Bruxelles, Centre Botanique) sera saisie des propositions suivantes:

- Membre individuel effectif 500 FB
- Associations culturelles 750 FB
- Associations commerciales 1.000 FB
- Membres protecteurs 3.000 FB

Appel à tous!

(«Bulletin» du P.I.W.B.)

Nous cherchons de la matière rédactionnelle sur :

1. Articles et notes.

2. Publications et informations.

(livres/revues/actes/mémoires de fin d'études/revues de presse/
notes de lecture).

3. Protection.

(classements/législation/projets de réhabilitation/menaces et des-
truction).

4. Agenda.

(expos/manifestations/congrès/informations diverses/annonces).

5. Vie de l'association.

(rapports et administration P.I.W.B. : personalia/divers).

N.B. (les rubriques seront remplies en fonction des envois et des cir-
constances).

L'**échéance** des envois pour le n° **21** est fixée au 15 juin 1991. Merci!

Nous n'assumons aucune responsabilité en ce qui concerne les opinions
émises et les illustrations utilisées par les auteurs.

Les auteurs d'articles ont droit à dix exemplaires justificatifs du bulletin, les
auteurs de comptes rendus et de notes d'information à cinq exemplaires.

Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles

Association sans but lucratif — siège social:
Musée d'Armes, Quai de Maestricht, 8, B-4000 Liège (Belgique)
Tél. 041/23.31.78 ou 23.15.62

Conseil d'administration

Président: Claude GAIER
Vice-Président: Jacques LIEBIN
Secrétaire: Jean DEFER
Trésorier: Claude-M. CHRISTOPHE

Membres: Albert BAETEN, André DAGANT, Henri-Joseph DELREE,
Jean-Pierre DUCASTELLE, Jean-Pierre GAILLIEZ, Luc-F. GENICOT,
Roger MOSSERAY, Jacques REYBROECK, Guido VANDERHULST,
Jean-Jacques VAN MOL.

Cotisations annuelles (voir page 31)

Membre effectif:	FB 300
Membre adhérent:	FB 200
Membre adhérent protecteur:	FB 3.000

A verser au compte 068-2019930-29 de l'A.S.B.L.
Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles,
8, Quai de Maestricht, 4000 Liège.

Bulletin périodique trimestriel

Publié avec l'aide de la Communauté Française
Rédaction: Luc-F GENICOT ou Jean-Pierre HENDRICKX, c/o C.H.A.B.
Collège Erasme, place Blaise Pascal, 1,
B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE — Tél. 010/47.48.73 ou 47.49.19
ou 47.45.89
René BRION
73, Berkendallaan - 1800 Vilvoorde
Tél. 02/267.25.53

Editeur responsable: Claude GAIER
35/11, rue F. Lapierre
B-4620 FLERON